

Ces dernières années, les importations algériennes des biens et services utilisés dans le secteur minier ont oscillé en moyenne entre 200 et 225 millions de dollars. La déréglementation en Algérie a créé une nouvelle demande de biens et services, incluant le matériel nécessaire pour le forage, la manutention, le transport et les services d'entreprises pouvant réaliser des études de faisabilité, d'incidence sur l'environnement et des études techniques.

Des débouchés dans les télécommunications.

L'industrie des télécommunications fait actuellement l'objet d'une réorganisation en profondeur dans le cadre du programme général de privatisation devant ouvrir toutes les branches d'activité à l'investissement privé. La fabrication d'équipement et les travaux d'infrastructure, longtemps exclusif au secteur public, sont maintenant ouverts aux investisseurs privés. L'industrie des télécommunications compte quelque 20 000 employés et génère des revenus d'environ 250 millions de dollars américains.

Le gouvernement de l'Algérie s'attend, à moyen terme, à tripler le nombre d'abonnés au service téléphonique à ligne fixe, qui sera porté à 6 millions, et à étendre le réseau à fibres optiques de 80 000 kilomètres à 150 000 kilomètres. Il existe aussi des débouchés dans le domaine de la téléphonie mobile et de la téléphonie sans fil. L'Algérie souhaite accroître le service de radiocommunications et de communications par satellite, s'adapter aux nouvelles technologies de l'information et répondre le plus rapidement possible à l'importante demande insatisfaite.

Les transformations sociales en Algérie.

Le dernier aspect dont j'aimerais vous entretenir aujourd'hui est celui du progrès social. Les fondements économiques de l'Algérie sont plus solides qu'ils ne l'étaient dix ans plus tôt. Toutefois, la croissance économique reste nettement inférieure à ce qu'elle pourrait être, et le chômage est élevé.

La combinaison de la nécessité d'assainir la situation financière et de tensions sociales accrues a incité le gouvernement à lancer le plan de renouveau 2001-2004, qui vise à stimuler l'activité du secteur privé et à réduire le chômage. Le gouvernement projette de mettre sur pied des activités à fort coefficient de main-d'oeuvre, de remettre en état l'infrastructure publique et de développer les ressources humaines. Ce plan créera de nombreuses possibilités pour les entreprises canadiennes.

Par exemple, dans le cadre de ce plan de renouveau, le gouvernement élaborera une politique relative à la santé qui favorisera l'amélioration des services publics, un accès élargi, une plus grande équité, le recouvrement des coûts et la participation accrue du secteur privé. Ceci entraînera une hausse de la demande de fournitures médicales et de produits pharmaceutiques de qualité et d'un coût avantageux dans les centres de santé tant publics que privés en Algérie. Les dépenses en soins de santé en Algérie représentent quelque 4,5% de son PIB, en hausse par rapport à la proportion de 2,6% enregistrée en 1999.